



# Allocution

Conakry, le 9 décembre 2020

## **Allocution de Monsieur Josep COLL Ambassadeur de l'Union européenne en République de Guinée**

**À l'occasion  
de la Journée internationale Droits de l'Homme**

**Centre Culturel Franco-Guinéen (CCFG)  
10 Décembre 2020**



---

**Délégation de l'Union européenne en République de Guinée**

Immeuble Le Golfe-Coleah –B.P.730 Conakry

Téléphone: +(224) 63 40 48 71 / 62 35 20 71/ 64 35 20 70

E-mail: [delegation-guinee-conakry@eeas.europa.eu](mailto:delegation-guinee-conakry@eeas.europa.eu)

Internet: [www.eeas.europa.eu/delegations/guinea](http://www.eeas.europa.eu/delegations/guinea)

Facebook: [www.facebook.com/DelegationDeLUnionEuropeenneEnGuinee?ref=hl#](https://www.facebook.com/DelegationDeLUnionEuropeenneEnGuinee?ref=hl#)

Monsieur le Ministre de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté,  
Madame la Ministre de l'autonomisation et des droits de la femme,  
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,  
Monsieur le Coordinateur Résident du Système des Nations Unis,  
Mesdames et Messieurs les représentants du Gouvernement,  
Mesdames et Messieurs les représentants du Corps Diplomatique,  
Tout protocole observé,  
Mesdames et Messieurs,

Je suis fier d'être ici, à cette journée de commémoration de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, au nom de l'Union Européenne, championne de la promotion et de la protection des Droits de l'Homme, de la démocratie et de l'état de droit dans le monde.

Les Droits de l'Homme sont inscrits dans les Traités fondateurs de l'Union, protégés par la législation nationale des États membres, et promus dans les politiques internes et extérieures de l'Union.

Pourtant, même en Europe, les droits de l'Homme font toujours l'objet d'attaques.

Nous sommes confrontés à des problèmes dont nous avons oublié l'existence : la montée du populisme; l'attaque ciblée de minorités ou de groupes vulnérables; l'utilisation des systèmes juridiques pour restreindre le droit d'association ou les atteintes à la liberté d'expression ; l'utilisation de nouvelles technologies pour défier la démocratie ... des tendances très inquiétantes.

Cependant, le respect des droits humains et de l'état de droit sont la base de toutes les politiques de l'UE, y compris les relations extérieures :

- L'UE est un acteur multilatéral au niveau international : elle s'engage dans des forums multilatéraux, nous travaillons main dans la main avec d'autres acteurs clés, notamment les Nations Unies ou la Cour pénale internationale.
- L'UE engage des dialogues réguliers sur les Droits de l'Homme avec les pays partenaires à travers ses délégations dans le monde entier.
- L'UE s'est engagée dans la réalisation du principe central des Objectifs de Développement Durable, à savoir «ne laisser personne de côté », fondé sur les principes d'égalité et de non-discrimination.

- “Dans ses accords commerciaux et d'investissement, l'UE vise à l'intégration de dispositions spécifiques engageant les parties à promouvoir les droits de l'Homme. Afin d'avoir accès à environ 66% du commerce de l'UE sans droits de douane, le nouveau *Schéma* de préférences généralisées prévoit, par exemple, que 27 conventions de l'Organisation Internationale du Travail sur les droits des travailleurs soient mises en œuvre et suivies.

Un chapitre a part doit être dévoué aux droits des femmes et des filles, à *l'égalité de genre*.<sup>1</sup> Il n'y a pas un seul pays dans le monde qui soit proche d'atteindre - d'ici 2030 - l'égalité des sexes et donner aux femmes et filles un rôle égale à celui des hommes dans leur société.

Des progrès ont été accomplis, mais des inégalités profondément enracinées persistent. L'instabilité, les conflits, le changement climatique, les migrations et dernièrement la pandémie de COVID-19 font partie des facteurs qui exacerbent les inégalités et menacent des gains durement acquis.

L'UE est un pionnier dans la promotion de l'égalité des sexes en tant qu'objectif clé de son action extérieure. Considérez - s'il vous plaît – que dans la période 2014- 2020, 56.4 % de tous les investissements européens dans la coopération au développement (ODA) ont eu un impact significatif ou prioritaire sur l'égalité des sexes. Cela correspond environ à 53 milliard d'euro.

Et notre objectif – fixé dans le **troisième Plan d'Action pour l'égalité des sexes**, adopté en Novembre – est d'atteindre le 85% d'ici au 2025.

Le 3<sup>ème</sup> Plan d'action genre vise à s'attaquer aux causes structurelles de l'inégalité et de la discrimination fondée sur le sexe, notamment en engageant activement les hommes et les garçons, les communautés et les leaders traditionnels, les médias et les communicateurs dans la remise en question des normes et des stéréotypes sexistes.

Une approche très active est adoptée aussi dans le nouveau **Plan d'Action pour les Droits de l'Homme et la Démocratie** dans lequel L'UE s'engage à intensifier ses efforts en tant que défenseur des Droits de l'Homme.

Une première action dans ce sens est l'adoption, le 7 Décembre 2020, du « régime globale de sanctions » relatives aux violations des droits de l'homme. Pour la première fois, l'UE s'est dotée d'un cadre qui lui permettra de cibler les individus,

les entités et les organes - y compris les acteurs étatiques et non étatiques - responsables, impliqués ou associés à de graves violations et abus des droits de l'homme dans le monde, où qu'ils se produisent.

Le cadre des mesures restrictives ciblées s'appliquera à des actes tels que le génocide, les crimes contre l'humanité et d'autres violations ou abus graves des droits de l'homme (par exemple les arrestations ou détentions arbitraires).

Une mise en œuvre efficace des plans d'action européens passera par une approche plus concertée, englobant les États membres et garantissant une plus grande cohérence de l'action européenne.

Permettez-moi de conclure en vous assurant de l'appui constant de l'UE et de ses États Membres à la protection et la promotion des Droits Humains en Guinée. Au-delà de notre assistance financière, le dialogue avec les autorités politiques et la société civile, la contribution à la lutte quotidienne contre la pauvreté, les injustices et les inégalités, nous permettront d'œuvrer ensemble à l'amélioration des Droits de tous.